



**HAL**  
open science

## **Dom Helder Câmara dénonce la torture à Paris, ou la force du témoignage (1970)**

Richard Marin

### ► **To cite this version:**

Richard Marin. Dom Helder Câmara dénonce la torture à Paris, ou la force du témoignage (1970) . Michael Rinn. Témoignages sous influence. La vérité du sensible, , Presses de l'Université Laval, coll. Mémoire et survivance, pp.215-228, 2015, 978-2-7637-2580-2. <hal-01587476>

**HAL Id: hal-01587476**

**<https://hal.science/hal-01587476v1>**

Submitted on 14 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

DOM HELDER CAMARA DENONCE LA TORTURE A PARIS OU LA FORCE DU  
TEMOIGNAGE  
(1970)

Le 26 mai 1970, Dom Helder Câmara, l'archevêque de Olinda-Recife (Pernambouc), qualifié par la dernière livraison du *Sunday Time* « d'homme le plus influent d'Amérique latine après Fidel Castro<sup>1</sup> », est à Paris. Au cours d'une conférence à l'énorme retentissement, il dénonce la pratique de la torture au Brésil. Cette initiative, présentée par ses détracteurs comme une « diffamation du Brésil à l'étranger », lui vaudra une longue mort civile dans son propre pays.

Mais, en même temps, ses imputations parisiennes, véritable pavé dans la mare des relations Église-État au Brésil, ainsi que l'extrême violence des attaques dont il sera l'objet de la part du régime et de ses soutiens, hâteront la rupture entre l'épiscopat et le pouvoir prêtreurien en favorisant l'essor du catholicisme de la libération.

C'est à tenter de reconstituer les conditions historiques de production de ce « témoignage » et ses conséquences que le présent article entend s'attacher.

***Dom Helder Câmara au Palais des Sports de Paris : un « témoignage » sous influence ?***

A Paris, comme partout ailleurs, la salle est trop petite pour accueillir « l'évêque des favelas », ainsi que l'on surnomme, depuis les années 1950, ce clerc peu ordinaire, au physique fragile, un peu voûté et le cheveu rare, les paupières alourdis par des années de prière et de veille. De Genève à New York, de Tokyo à Bruxelles, d'une voix douce et traînante mais qui sait se faire véhémence, il martèle les mêmes thèmes attendus en un français ou un anglais incertains, s'accompagnant d'une incroyable exubérance des gestes. Exigence d'un nouvel ordre économique international, responsabilité des pays riches, en particulier des États-Unis, dénonciation de la course aux armements, défense de la non-violence, œcuménisme, etc. Son charisme, l'image de résistant et de martyr qui l'entoure, la simplicité d'un message essentiellement moral auquel il est difficile de ne pas souscrire et, sans doute aussi, la mauvaise conscience de l'Occident qu'il se charge de réveiller, font l'extraordinaire popularité de cet homme d'Église qui parle si peu de religion.

Les organisateurs parisiens de sa venue – le Centre catholique des intellectuels français, Pax Christi, le Comité Catholique contre la Faim et la Fédération protestante de France - ont vite dû se rendre à l'évidence et remplacer à la hâte la salle de la Mutualité, trop petite, par le

---

<sup>1</sup> Numéro du 17 mai 1970, cité in : Nelson Piletti, Walter Praxedes, *Dom Hélder Câmara. Entre o poder e a profecia*, São Paulo, Atica, 1997, p. 378.

Palais des Sports, d'une capacité de 10 000 places. Pourtant, même ce dernier n'est pas à la hauteur de l'attente, au point que des milliers de personnes restent à l'extérieur du bâtiment dans lequel ont pris place, au premier rang de l'assistance, le cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, Mgr Riobé, évêque d'Orléans et le cardinal Marty, archevêque de Paris<sup>2</sup>

La conférence initialement prévue envisageait d'aborder les responsabilités de la France dans le monde, au nom des grands principes de 1789. Or, la veille au soir, des militants de la gauche chrétienne, réunis à l'archevêché autour du cardinal Marty, ont pressé Dom Helder de modifier la teneur de son propos. Ils insistent pour qu'il parle de la torture au Brésil ce qui, lui fait-on valoir, renforcera d'autant son crédit pour dénoncer ailleurs les injustices. Au cours de sa veille nocturne, il remanie significativement son intervention qu'il intitule, non sans lucidité : « Quelles qu'en soient les conséquences ». Il a prévu d'aborder de nombreuses questions relatives à la conjoncture politique brésilienne, à sa préférence pour la lutte non violente, au développement économique ou à la démocratie mais c'est l'évocation de la torture au Brésil, par laquelle il a accepté d'introduire son propos, qui va faire l'événement.

De manière particulièrement détaillée, l'archevêque relate deux cas de torture. Le premier concerne deux étudiants, à Recife, dont l'un s'était défenestré pour échapper à de nouveaux sévices. L'archevêque lui avait rendu visite à l'hôpital et était immédiatement intervenu auprès du gouverneur de l'État, par lettre du 25 août 1969, pour demander l'ouverture d'une commission d'enquête. Le second exemple concerne l'histoire de Tito de Alencar, ce jeune dominicain de São Paulo qui avait longuement décrit, dans une terrifiante lettre de prison adressée à son provincial, toutes les tortures endurées et qui finira par se suicider en 1974<sup>3</sup>. Enfin, l'orateur reprend le rapport de l'Association internationale des juristes qui dénombre "12 000 prisonniers politiques au Brésil et décrit neuf genres de tortures différents<sup>4</sup>."

Les dénonciations de Dom Helder n'ont rien d'un *scoop* journalistique, les cas cités ayant déjà été rapportés, en mars, par la presse internationale. Mais sa conférence retentissante porte sur la place publique le débat sur la torture comme moyen banalisé d'interrogatoire des détenus politiques au Brésil. Alors qu'il est en quête de reconnaissance internationale, fort de ses succès économiques, le régime se serait bien passé d'une telle publicité.

---

<sup>2</sup> - M. Nidergang, "La torture est un crime qui doit cesser", *Le Monde*, 28-05-1970.

<sup>3</sup> Tito de Alencar a fait partie des huit dominicains de São Paulo qui ont servi de « boîte aux lettres » à Carlos Marighela, le leader de la guérilla brésilienne de l'Action Libératrice Nationale (A.L.N.), abattu à São Paulo, le 4 novembre 1970. Tito de Alencar, arrêté avec les autres religieux, subira pendant près d'un mois les tortures ordonnées par le commissaire Sergio Fleury. Le 10 août 1974, il se suicidera par pendaison à Lyon.

<sup>4</sup> José de Broucker, "Dom Helder Câmara interpelle l'Occident", *Les informations catholiques internationales*, 15-06-1970, pp. 22-27.

Au sens strict, les propos de Dom Helder ne relèvent pas du témoignage. Le prélat n'est pas en situation de témoin puisque les faits ne se sont pas accomplis en sa présence et il n'a pas davantage été victime de la torture. Cependant, il a vu certaines des victimes et il porte témoignage, en attestant une vérité par ses déclarations. Au demeurant, sa prise de parole, qui se produit à la demande de ses hôtes et non pas de sa propre initiative, est reçue par son public à l'égal d'un témoignage. Il est donc influencé dans le sens où il semble se soumettre à la pression qui lui est faite pour « témoigner ».

Le fait-il, pour autant, avec la spontanéité et l'improvisation qu'on lui prête ? Ne saisirait-il pas plutôt l'occasion qui lui est donnée de toucher un tout autre public que son auditoire parisien ? Trois arguments, au moins, me paraissent plaider dans ce sens.

D'abord le fait que le grand quotidien conservateur, *O Estado de São Paulo*, ait déjà été en mesure, dans sa livraison du 26, donc préparée la veille, de dévoiler la teneur du discours à venir<sup>5</sup>. Ensuite, et sans doute n'y a-t-il là rien de fortuit, que la date du 26 corresponde à l'anniversaire, un an jour pour jour, de l'assassinat, par les forces de sécurité, de Henrique Pereira Neto<sup>6</sup>, un jeune prêtre de son diocèse. Enfin, que ce même jour se clôt à Brasilia la XIe Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB)<sup>7</sup>, commencée le 17. Pour avoir participé aux trois premières sessions de celle-ci, l'archevêque de Recife sait parfaitement que l'épiscopat a commandé un rapport sur la torture au professeur Cândido Mendes et que les positions de ses pairs, prudentes à souhait, et dominées par la volonté de préserver à tout prix les bonnes relations avec le pouvoir, ne sont pas, à ses yeux, à la hauteur des exigences de l'heure<sup>8</sup>. D'ailleurs, au terme de l'assemblée, le paragraphe de la déclaration de l'épiscopat consacré au sujet, s'il reconnaît bien qu'"il est notoire que reste vive dans la population et malgré les démentis, la conviction que la fréquence des cas de torture au Brésil est importante", s'empresse d'ajouter que, "si ces faits étaient confirmés, il serait difficile qu'ils puissent correspondre à une orientation officielle du gouvernement que nous croyons assez fort pour les réprimer et les punir au nom de la conscience nationale."<sup>9</sup> Par mesure de précaution, avant que les évêques ne se séparent, le cardinal Eugênio Sales, archevêque de Salvador, fait ramasser tous les exemplaires du rapport Mendes pour éviter qu'ils ne finissent entre les mains des journalistes.

Dès lors, on comprend mieux toute la portée des peu diplomatiques propos de Dom

---

<sup>5</sup> « Arcebispo fala sem medir as consequências », *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 26-05-1970.

<sup>6</sup> Pour en savoir plus : Diogo Cunha, *Estado de Exceção, Igreja Católica e Repressão: O assassinato do padre Antônio Henrique Pereira da Silva Neto*, Recife, Editora Universitária – UFPE, Coleção Teses e Dissertações, 2008.

<sup>7</sup> CNBB : Conferência Nacional dos Bispos do Brasil

<sup>8</sup> Il sait sans doute aussi que le ministre de la Justice, Alfredo Buzaid, qui a eu vent du rapport, a demandé, pratique tout à fait insolite, a être été entendu par les évêques, le 26. Tout en voulant bien admettre l'existence de quelques cas de torture isolés, il en a profité pour dénoncer devant les prélats la campagne de diffamation internationale menée contre le Brésil.

<sup>9</sup> - "Carta pastoral de Brasília", *Jornal do Brasil*, Brasilia, 28-05-1970.

Helder : en allant bien plus loin que ses frères en sacerdoce, il participe de l'extérieur au débat sur la torture. C'est peu dire que ses propos ont embarrassé et choqué au plus haut point nombre de ses collègues de l'épiscopat et qu'il il faudra toute la maladresse et l'extrême violence des attaques menées contre lui pour que joue en sa faveur l'esprit de corps. A travers sa personne, c'est l'Église toute entière qui se sentira mise en question.

### **Dom Helder ou l'anti-nation**

A dire vrai, les charges violentes, polémiques et diffamatoires, n'avaient pas attendu le lendemain du 26 mai 1970. A partir de 1969, à la suite de l'adoption de l'Acte institutionnel n°5 (décembre 1968)<sup>10</sup>, qui marque, selon la formule consacrée, un « coup d'état dans le coup d'état », le régime, d'autoritaire est devenu dictatorial. Dès lors, il n'admet plus les voix dissonantes, celle de l'incontrôlable évêque nordestin au premier chef, figure de proue, depuis l'instauration du pouvoir militaire, en avril 1964, de la résistance à ses débordements<sup>11</sup>. Dès lors, de nombreux organes de presse conservateurs, parmi lesquels *O Estado de São Paulo*, *O Jornal*, *O Globo*, *O Cruzeiro* et diverses radios et télévisions n'hésitent plus à relayer sans nuance l'hostilité du pouvoir à son égard.

Ainsi, le sermon prononcé le 10 avril 1969 à Manchester, devant le congrès d'un mouvement étudiant et au cours duquel il a évoqué de façon positive la non violence revendiquée par les Beatles, lui vaut d'être l'objet d'une campagne de presse calomnieuse de plusieurs mois dirigée par le quotidien *O Globo* de Rio. L'éditorial du 11 avril en donne le ton :

"Exalter aujourd'hui, dans la phase actuelle de leur carrière, les Beatles c'est aider à propager les vices des Beatles [...]. A ce que nous savions, ni même le prophète de l'anarchisme de la jeunesse, Herbert Marcuse, en était arrivé au point de prêcher l'usage des drogues à son public."<sup>12</sup>

Huit mois plus tard, en décembre, le même quotidien se souvient opportunément du "sermon de Manchester" à propos du meurtre de l'actrice Sharon Tate, épouse de Roman Polanski, par des "hippies", ces mêmes hippies que Dom Helder "avait dit comprendre avec leur slogans, leur lyrisme, leurs excès psychédéliques et leur immense amertume"<sup>13</sup>.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Veja*, du 4 juin 1969, le dramaturge Nelson Rodrigues accuse sans sourciller l'archevêque de Recife de "prêcher la lutte armée

---

<sup>10</sup> L'AI 5 met fin aux garanties pourtant limitées de la constitution de 1967. Il autorise le Président à fermer toutes les assemblées législatives, à intervenir dans les Etats et les municipes pratiquement à son gré, à casser les mandats électifs et à suspendre pour dix ans les citoyens de leurs droits politiques ou à mettre fin aux garanties de l'*habeas Corpus*.

<sup>11</sup> A titre d'exemple : entre 1965 et 1968, on ne relève pas moins de douze affaires significatives de l'existence de tensions entre l'Église et l'État, dans lesquelles des clercs sont directement impliqués. Sur ces douze cas, neuf concernent le Nord-Nordeste, le nom de Dom Helder Câmara apparaissant le plus souvent. [voir Richard Marin, *Dom Helder Câmara, les puissants et les pauvres. Pour une histoire de l'Église des pauvres dans le Nordeste brésilien (1955-1985)*, Paris, L'Atelier, 1995.

<sup>12</sup>- "D. Hélder quer que jovens sigam o exemplo dos Beatles", *O Globo*, Rio de Janeiro, 11-04-1969.

<sup>13</sup>- "Hippies : teoria e prática", *O Globo*, Rio de Janeiro, 8-12-1969.

[...], l'alliance du marxisme et du christianisme" et ajoute : "Il a oublié le texte de l'hymne national, tout comme celui du Notre-Père." Dans la *Stampa* de Turin, reprise par la presse brésilienne, le sociologue Gilberto Freyre, son vieil adversaire de Recife, le décrit comme "un démagogue qui ressemble beaucoup à Goebbels"<sup>14</sup>.

Pourtant, ces attaques sont peu de chose en regard du tir de barrage national déclenché par son meeting du Palais des sports. Sans reculer devant aucun moyen il s'agit désormais de le discréditer, entièrement et définitivement, au Brésil et à l'étranger, d'autant plus que son nom est cité avec insistance comme celui d'un possible lauréat au prix Nobel de la Paix. Un camouflet politique que se refuse à envisager le gouvernement du général Médici.

L'ambassade du Brésil à Paris est transformée en centre névralgique de la "campagne anti-Nobel", coordonnée par le consul général, Helio Scarabotolo. Il fait transmettre aux rédactions des journaux, aux autorités religieuses et aux personnalités influentes, un dossier sur l'archevêque. L'argumentation centrale en est la suivante: il serait incohérent d'accorder le Nobel de la Paix à un ancien militant fasciste des années 1930<sup>15</sup>, devenu depuis extrémiste de gauche et apôtre de la violence. A Oslo, l'ambassadeur brésilien Jaime de Souza Gomes tente de faire pression, à partir des mêmes thèses, sur le parlement norvégien.

Au sein même de l'Église catholique, Dom Geraldo Sigaud, l'ultraconservateur archevêque de Diamantina (Minas Gerais) se fait le relais ecclésiastique de la campagne. Le 11 août 1970, il adresse une lettre à l'évêque de Münster afin de le dissuader d'apporter le soutien de l'Église allemande à la candidature de Dom Helder.

"Les sentiments qui m'animent en ce moment, précise sa lettre, viennent de ma certitude du discrédit qui en résulterait pour l'épiscopat allemand quand le monde apprendrait la vérité sur Dom Helder Câmara [...]. Il [lui] serait vraiment très dommageable [...] d'être un des responsables de la remise du prix Nobel de la Paix à une personne ayant un passé si peu recommandable et un présent tellement douteux."<sup>16</sup>

Au Brésil même, les attaques se succèdent de manière continue, jusqu'en octobre 1970. Elles s'articulent autour de trois grands thèmes enchevêtrés. Dom Helder est un traître, l'incarnation de l'anti-nation. Le ton général est donné dans le titre même de certains articles : "Dom Helder et la vague anti-Brésil"<sup>17</sup>, "En Europe on ne dit que du mal du Brésil"<sup>18</sup>, "Le drapeau insulté", « Qui finance dom Helder ?<sup>19</sup> », « L'ange de la terreur<sup>20</sup>, « L'Église du

---

<sup>14</sup>- "D. Hélder e Gilberto Freyre trocam acusações no jornal La Stampa de Turim, Itália", *Jornal do Comercio*, Recife, 14-08-1969.

<sup>15</sup> Comme beaucoup de clercs, à partir de 1932, Helder Câmara, alors jeune prêtre, a été un militant de premier plan du parti intégraliste. Ce parti fasciste créé par l'écrivain Plinio Salgado sera dissout par Vargas en 1938.

<sup>16</sup>- G. de Proença Sigaud, *Carta ao bispo de Münster, Alemanha, Monsenhor Heinrich Tenhumberg*, 11-08-1970, Archives archidiocésaines, Recife.

<sup>17</sup> "Dom Hélder e a onda anti-Brasil", *O Globo*, Rio de Janeiro, 1-07-1970.

<sup>18</sup> "Na Europa, só se fala mal do Brasil", *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 02-07-1970.

<sup>19</sup> David Nasser, "Quem financia Dom Hélder" ?, *O Jornal*, Rio de Janeiro, 21-07-1970.

<sup>20</sup> David Nasser, « O anjo do terror », *O Cruzeiro*, Rio de Janeiro, 15-09-1970.

diable<sup>21</sup> », Traîtres en soutane<sup>22</sup> », "Dom Helder ne dit pas la vérité sur le Brésil<sup>23</sup> », etc.

Avec le *Mundial* de football, à Mexico, en Juin 1970, le nationalisme atteint des sommets. La victoire brésilienne, explique Jorge Salomão, dans son éditorial de *l'Estado* de São Paulo, est la preuve indiscutable... des mensonges du prélat ! Un morceau d'anthologie sur les rapports entre sport et politique :

“ Cette nation, qu'un évêque rouge au service du diable désigne à ses auditoires d'Europe et d'Amérique comme si elle était un vaste camp de concentration, où les prisonniers sont torturés, où les enfants fouinent dans les poubelles comme des porcs, où les prêtres sont assassinés dans la rue et les indiens dans les forêts, dirigée par des Torquemadas avides de sang dont les forces armées font prisonniers et déciment les autres peuples comme des corsaires cruels, enfin une nation comme celle que Dom Helder Câmara dépeint dans les capitales étrangères, n'aurait jamais pu présenter à huit cents millions de personnes la jeunesse sans complexe, saine, héroïque, joyeuse, intelligente, généreuse, surprenante et virile qui fascina et transporta les foules de toutes les races et de tous les credo, enivrant le monde d'admiration et d'enthousiasme. Si le Brésil avait été ce que ce prêtre gauchiste devenu fou décrit, jamais il n'aurait pu présenter ces athlètes invincibles dont l'énergie combative s'identifie à l'énergie nationale qui a fait l'unité de ce colosse en marche à grandes enjambées vers le futur.”<sup>24</sup>

Ce “traître”, dans l'acte d'accusation instruit contre lui, est aussi campé comme un des principaux agents du communisme international. Une thèse que développe à grand fracas Roberto Sodré, le gouverneur de l'état de S o Paulo. Dans un entretien accordé au quotidien *O Globo* du 8 octobre, il lance, fort du poids que donne à ses paroles la responsabilité du plus puissant état de la fédération :

"Dom Helder Câmara fait partie de l'appareil de propagande du Parti communiste et il est un des éléments de sa promotion en Europe. C'est pour cela qu'il reçoit de l'argent, qu'il voyage et est subventionné. Comme les mouvements de gauche veulent une célébrité, non pas   barbe et avec cigare, mais en soutane, elles l'utilisent pour dénigrer le pays à l'étranger. C'est ce que ce Fidel Castro en soutane a fait en Europe."

Troisième volet de l'offensive: l'archevêque de Recife soutient la guérilla urbaine quand il n'en est pas l'instigateur. L'accusation prend surtout appui sur quelques propos tronqués et détournés de leur véritable sens, tenus lors de la conférence de Paris. Il avait affirmé à cette occasion respecter, sans toutefois l'approuver, le choix de la lutte armée fait par une partie de la jeunesse. Dans le *Diário* de Pernambuco du 17 juin, Francisco Falc o, un des principaux usiniers de la canne, en Pernambouc, six jours après l'enlèvement à Rio de l'ambassadeur d'Allemagne<sup>25</sup>, apporte sa solidarité au gouvernement, rend responsable les

<sup>21</sup> David Nasser, „Igreja do diabo”, *O Jornal*, Rio de Janeiro, 17-09-1970

<sup>22</sup> « Traidores de batina », *O Jornal*, Rio de Janeiro, 19-09-1970.

<sup>23</sup> “H lder néo diz verdades sobre Brasil”, *Diário de Pernambuco*, Recife, 29-07-1970.

<sup>24</sup>- Salom o Jorge, “Dom H lder e a copa do mundo”, *O Estado de S o Paulo*, S o Paulo, 30-06-1970.

<sup>25</sup> En 1969-1970, les groupes de guérilla urbaine procèdent à la séquestration de quatre diplomates étrangers, libérés après échange avec des prisonniers politiques. Il s'agit de l'ambassadeur des Etats-Unis (sept. 1969), du consul général du Japon   S o Paulo (mars 1970), de l'ambassadeur de la République fédérale allemande (juin 1970), de celui de Suisse (décembre 1970).

communistes de la séquestration et conclue:

"Peu à peu, nous découvrons qui sont les communistes brésiliens et qui les dirige. Je ne doute pas, qu'à leur tête, il y ait la présence effective et intellectuelle de Monsieur Dom Helder Câmara qui, malheureusement, exerce en Pernambuco la fonction d'archevêque de Olinda et Recife."<sup>26</sup>

Dans sa chronique du 22 décembre de l'hebdomadaire *O Cruzeiro*, David Nasser, qui s'est fait une spécialité des attaques les plus basses contre l'archevêque, écrit, évoquant le récent enlèvement à Rio de l'ambassadeur de Suisse : les ravisseurs ne sont autres que "les anges révoltés de notre curé du désordre, cet ineffable Dom Helder [...] peut-être même est-il en train de leur dire, à ces drôles d'anges : Tuez le Suisse, je lui donnerai l'extrême-onction"<sup>27</sup>.

Au moment où redoublent les attaques, Dom Helder, bâillonné, ne parvient plus à se faire entendre. Dès le début septembre, la censure le concernant s'est considérablement renforcée. Les ordres envoyés aux rédactions par la Police fédérale deviennent de plus en plus précis et rigoureux. Le 1<sup>er</sup> septembre : « Par ordre de Monsieur le Ministre de la Justice sont interdites, dans tous les organes de presse de radio et de télévision, les publications et divulgations d'entrevues, d'articles et de reportages de Dom Helder Câmara." Le 9 septembre : "Par ordre de Monsieur le Ministre de la Justice est interdite toute manifestation de la presse parlée écrite ou télévisée, que ce soit pour ou contre Dom Helder Câmara. Une telle interdiction s'étend aussi aux horaires de télévision réservés à la propagande politique."<sup>28</sup>

Ainsi, la presse du Pernambuco qui n'a jamais publié le contenu de sa conférence de Paris ne se prive pourtant pas de l'attaquer et ne souffle mot du prix Martin Luther King qui lui a été décerné, le 8 août, à Atlanta. Impuissant à se défendre à travers les canaux qui l'accablent, il en est de plus en plus réduit aux dérisoires moyens de communication du diocèse. Le *Bulletin archidiocésain* du 20 septembre invite le public à retirer à la curie deux textes de l'archevêque: "Qui finance mes voyages" et "Positions exactes face à la violence" dont les media n'ont pas voulu. Même le vice-gouverneur de São Paulo, Hilário Torloni, en délicatesse avec Abreu Sodré, s'est vu interdire de télévision, le 9 octobre, pour avoir voulu prendre une défense, pourtant très mesurée, de l'archevêque.

Finalement, le 23 octobre, *O Estado de São Paulo* peut jubiler dans un titre sans équivoque: "Le prix Nobel de la Paix à qui le mérite"<sup>29</sup>. Deux jours plus tôt, les jurés de Stockholm avaient distingué l'agronome américain Ernest Borlaug, l'un des pères de la "révolution verte" travaillant au Mexique. Il est loin d'être exclu que la campagne menée

<sup>26</sup>- "Fornecedor condena sequestro solidarizando-se com govêrno", *Diário de Pernambuco, Recife*, 17-06-1970.

<sup>27</sup> David Nasser, « O bom bucher », *O Cruzeiro*, Rio de Janeiro, 22-12-1970.

<sup>28</sup>- "Os documentos da censura" in : Marcos Cirano, *Os caminhos de Dom Hélder*, Editora Guararapes, Recife, 1983, p. 307.

<sup>29</sup> « O Prêmio Nobel da paz a quem merece », *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 23-10-1970.

contre Dom Helder, appuyée au plus haut niveau de l'État, n'ait eu sa part dans ce choix.

Mais, en même temps, à y regarder de près, les autres objectifs poursuivis par le régime : l'isoler du reste de l'épiscopat et réduire à néant son influence, ne sont pas atteints. Au bout du compte, les moyens employés se sont retournés contre leurs auteurs.

### **Exil intérieur et solidarité épiscopale**

A partir d'octobre 1970, et durant de longues années, le nom de l'archevêque de Olinda-Recife, disparaît presque entièrement des medias brésiliens. Son vrai retour à l'existence publique s'amorce seulement en 1977 avec la parution d'un entretien accordé à la journaliste Divane de Carvalho, le 24 avril<sup>30</sup>, dans le supplément dominical du *Jornal do Brasil*,

Pendant toutes ces années, au cours desquelles il voyage beaucoup à l'étranger<sup>31</sup>, il n'a plus la moindre existence publique nationale. Il est civilement mort. Quand, exceptionnellement, on doit l'évoquer, il n'est plus qu'un anonyme « archevêque brésilien ». En 1983, évoquant cette période dans son rapport quinquennal à Rome, la victime rappelait :

"Pour ou contre, on ne pouvait rien publier. La télévision réussit même l'exploit, à l'occasion des festivités du tricentenaire du diocèse d'Olinda, de transmettre des émissions où l'archevêque n'apparaissait pas dans les célébrations et dans lesquelles son nom n'était même pas cité<sup>32</sup>."

Comment l'épiscopat réagit-il à cette campagne ? Après une brève période de flottement, l'ensemble des évêques, tout en se gardant de relancer le débat sur la torture, marque sa solidarité à l'archevêque nordestin, d'aucuns n'hésitant pas à voir dans les attaques qui le visent l'expression du vieil anticléricalisme républicain. "Ce à quoi nous assistons, écrit l'archevêque de Salvador, Dom Eugênio Sales, dépasse l'évêque pour atteindre toute l'Église du Brésil"<sup>33</sup>. Le 16 octobre, en émettant à l'unanimité un communiqué de solidarité à Dom Helder, la commission centrale de la Conférence nationale des évêques du Brésil veut, dans le même esprit, marquer avec solennité que la campagne diffamatoire menée contre lui porte aussi préjudice à l'action de l'Église toute entière.

Les dossiers conservés dans les archives diocésaines de Recife sur cette époque

---

<sup>30</sup> - "Quanto mais negra é a noite mais carrega em si a madrugada", *Jornal do Brasil*, Brasília, 24-04-1977.

<sup>31</sup> Sur les 114 conférences prononcées entre 1969 et 1977 par l'archevêque de Recife, 104 l'ont été hors de son pays. Il n'y a pas eu une seule prise de parole, dans un cadre public, au Brésil, en 1970, 1972 et 1975. Exceptées quelques rares incursions en Amérique latine (7 pays en 19 ans) et deux voyages en Afrique (1968, 1980), c'est dans le monde développé qu'il a recherché et trouvé son public. Entre 1969 et 1977, onze titres de docteur *honoris causa* lui sont décernés par les universités des États-Unis et d'Europe. Douze prix internationaux le récompensent parmi lesquels, en 1974, le Prix Populaire de la Paix, à Oslo, créé à la suite d'un large mouvement international, parti des organisations de jeunesse norvégiennes insatisfaites de l'attribution du Nobel de la Paix à Henri Kissinger en 1973.

<sup>32</sup> Dom Hélder Câmara, « Relatório à Santa Sé », novembre 1983, Archives archidiocésaines, Recife.

<sup>33</sup> - "Pronunciamento de Dom Eugênio Sales", *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 7-10-1970.

contiennent quelques lettres d'évêques et laissent deviner la forte mobilisation de l'aile gauche de l'épiscopat autour de son chef de file. Au besoin, elle n'hésite pas à prendre à parti, souvent sans ménagement, les prélats non solidaires. Citons, à titre d'illustration, deux extraits de lettres.

Le 14 octobre, Dom Waldir Calheiros, l'évêque de Volta Redonda (Rio de Janeiro), s'adresse au nonce apostolique à propos d'une déclaration faite les jours précédents par Dom Jaime Câmara, le cardinal de Rio. Sous couvert de défense de l'Église, celui-ci affirmait, entre autre amabilité, qu'il fallait éviter les généralisations "en faisant porter à tous les ecclésiastiques les défauts de quelques-uns". De véritables munitions pour la presse dans la campagne anti-Helder.

"Dire de telles choses, dans la situation actuelle, écrit Dom Waldir, n'a rien de gratuit mais revêt au contraire un sens bien précis, ce qui me conduit à émettre trois hypothèses:

1-Ou Dom Jaime n'est plus en condition de percevoir le sens de ce qu'il convient de faire, de ce qui est opportun et il vit tout à fait en dehors de la réalité actuelle.

2-Ou il est mal conseillé par ceux qui l'entourent, ses vicaires épiscopaux n'ayant pas une influence suffisante pour éviter de telles prises de position.

3-Ou, ce qui serait plus malheureux encore, il aurait seulement laissé échapper à cette occasion quelques ressentiments personnels qui expliqueraient ses attaques contre Dom Helder.

Et de conclure que s'impose au plus vite le remplacement du vieux cardinal :

"Nous savons avec quel soin est choisi un évêque. On interroge des personnes. On entend des évêques. Avec une infinie prudence l'Église suit ce choix, pour un évêque qui se retrouvera dans un siège perdu à l'intérieur du pays, souvent sans la moindre influence sur la scène nationale. Et pourtant, un diocèse comme celui de Rio, qui a un rayonnement international est, je me permets de le dire, pratiquement gouverné par deux Messieurs dont les limitations sont notoires et publiques."<sup>34</sup>

Le 29 octobre, Dom José Maria Pires, l'archevêque de la Paraíba, prend la plume et s'adresse au cardinal Scherer de Porto Alegre à propos d'une de ses récentes émissions de radio. Ce court extrait résume la tonalité de sa lettre: "Vous avez certainement des raisons pour être en désaccord avec notre frère de Olinda et Recife. Mais il ne semble pas que le moment soit opportun pour manifester en public nos divergences." <sup>35</sup>

Finalement, l'une des principales conséquences de ce long épisode, en faisant jouer à plein l'esprit de corps de l'épiscopat autour d'un des siens, par delà les différences de sensibilité politique, sera d'avoir pesé dans la prise de distance de la CNBB à l'égard du régime. Significativement, dans les mois qui suivent, une équipe plus combative et bien plus intransigeante en matière de défense des droits de l'homme accède à la direction de la CNBB, scellant ainsi la défaite du camp conservateur.

---

<sup>34</sup> - "Correspondências com religiosos nacionais, 1968-1973", Archives archidiocésaines, Recife.

<sup>35</sup> - *Ibid.*

En octobre 1970, la nomination de Dom Agnelo Rossi à la tête d'un dicastère romain libère d'un coup deux postes-clé<sup>36</sup>. L'archevêché de São Paulo, métropole économique nationale, est confié à Dom Evaristo Arns, franciscain peu connu et discret, jusque-là évêque auxiliaire du cardinal Rossi. Très vite, il adopte des positions en matière de défense des droits de l'homme qui tranchent avec les attitudes timorées et conciliatrices de son prédécesseur. En février 1971, Dom Aloísio Lorscheider, secrétaire général de la CNBB depuis 1968, accède à sa présidence. Théologien respecté et politiquement modéré, il est accepté par les conservateurs. A partir de son mandat, les progressistes gagnent en influence, les grands thèmes de la théologie de la libération imprégnant de plus en plus les documents de l'épiscopat. L'Église brésilienne s'affirme alors nettement comme Église particulière, dotée d'une forte identité et non plus comme un simple rouage de l'Église universelle. C'est à ce moment-là que la CNBB, en dénonçant au nom d'impératifs évangéliques et de valeurs morales les actes arbitraires du régime et des groupes dominants, se transforme en porte-drapeau de la société civile. Elle joue en fait le rôle qui incombe à des institutions et des organisations politiques laïques dans un système pluraliste.

Entre 1971 et 1976, l'épiscopat brésilien publie ses principaux manifestes en faveur de la défense des droits de l'homme, entendus au sens large. « Une Église d'Amazonie en conflit avec le latifundio et la marginalisation sociale » (1971) ; « Témoignage de paix » (1972) ; « J'ai entendu les clameurs de mon peuple » (1973) ; « Marginalisation d'un peuple » (1973) ; « N'opprime pas ton frère » (1975) ; « Communiqué pastoral au peuple de Dieu » (1976).

Comment ne pas reconnaître dans ces changements accélérés, dans cette nouvelle manière d'être Église, comme l'aboutissement du processus dont un certain 26 mai 1970, au Palais des Sports de Paris, fut un des événements déclencheurs ?

**Richard MARIN**  
**Professeur des universités**  
**Université de Toulouse-2 le Mirail**

---

<sup>36</sup> Dom Agnelo Rossi, cardinal archevêque de São Paulo, était aussi président de la CNBB.